

---

**Mémoire du Président****Proposition de financement additionnel en faveur de la Province d'Entre Ríos de la République argentine****Programme de promotion des systèmes agroalimentaires résilients et durables pour l'agriculture familiale**Numéro du projet: 2000001530

---

Cote du document: EB 2024/143/R.6

Point de l'ordre du jour: 3 a) i c) i)

Date: 12 novembre 2024

Distribution: Publique

Original: Anglais

**POUR: APPROBATION****Mesures à prendre:** Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement additionnel telle qu'elle figure au paragraphe 61.

---

---

**Questions techniques:****Rossana Polastri**

Directrice régionale

Division Amérique latine et Caraïbes

courriel: r.polastri@ifad.org

**Juan Diego Ruiz Cumplido**

Directeur de pays

Division Amérique latine et Caraïbes

courriel: j.ruizcumplido@ifad.org

---

## Table des matières

<b>Résumé du financement</b>	<b>ii</b>
<b>I. Contexte et description du programme</b>	<b>1</b>
A. Contexte	1
B. Description du programme initial	2
<b>II. Justification du financement additionnel</b>	<b>2</b>
A. Raison d’être	2
B. Description de la zone géographique et des groupes cibles – Province d’Entre Ríos	4
C. Composantes, résultats et activités	4
D. Coût, avantages et financement	5
<b>III. Gestion des risques</b>	<b>8</b>
A. Risques et mesures d’atténuation	8
B. Catégorie environnementale et sociale	9
C. Classement au regard des risques climatiques	10
D. Classement au regard des risques financiers	10
<b>IV. Exécution</b>	<b>11</b>
A. Respect des politiques du FIDA	11
B. Cadre organisationnel	11
C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique	12
D. Modifications qu’il est proposé d’apporter à l’accord de financement	13
<b>V. Instruments et pouvoirs juridiques</b>	<b>13</b>
<b>VI. Recommandation</b>	<b>13</b>

## Appendices

- I. Updated logical framework incorporating the additional financing
- II. Updated summary of the economic and financial analysis

---

### Équipe d’exécution du programme

---

Directrice régionale:	<b>Rossana Polastri</b>
Directeur de pays:	<b>Juan Diego Ruiz Cumplido</b>
Responsable technique:	<b>Rikke Grand Olivera</b>
Responsable des finances:	<b>Johanna Herremans</b>
Spécialiste climat et environnement:	<b>Maemi Chinen</b>
Juriste:	<b>Pauni Obregon</b>

---

## Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	Fonds international de développement agricole
<b>Garant:</b>	République argentine
<b>Emprunteur/bénéficiaire:</b>	Province d'Entre Ríos
<b>Organisme d'exécution pour le financement additionnel:</b>	Unité d'exécution de la Province d'Entre Ríos
<b>Coût total du programme:</b>	52,6 millions d'USD
<b>Montant du prêt initial du FIDA:</b>	13,1 millions d'USD
<b>Conditions du prêt initialement accordé par le FIDA à la République argentine:</b>	Conditions ordinaires, assorties d'un délai de remboursement de 32 ans, y compris un différé d'amortissement de 7 ans, à un taux d'intérêt correspondant au taux de référence du FIDA et incluant une marge variable
<b>Montant du prêt additionnel du FIDA à la Province d'Entre Ríos (Mécanisme d'accès aux ressources empruntées)</b>	15 millions d'USD
<b>Conditions du financement additionnel du FIDA:</b>	Conditions ordinaires, assorties d'un délai de remboursement maximal de 18 ans, y compris un différé d'amortissement maximal de 3 ans, à un taux d'intérêt correspondant au taux de référence du FIDA et incluant une marge variable
<b>Cofinancier:</b>	Banque de développement Fonplata
<b>Montant du cofinancement:</b>	13,3 millions d'USD
<b>Conditions du cofinancement:</b>	Prêt
<b>Contribution de l'emprunteur – Gouvernement fédéral:</b>	6,7 millions d'USD
<b>Contribution de l'emprunteur – Gouvernement provincial:</b>	1,3 million d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	3,1 millions d'USD
<b>Montant du financement initial du FIDA (action climatique):</b>	3,7 millions d'USD
<b>Montant du financement additionnel du FIDA (action climatique):</b>	9,9 millions d'USD
<b>Institution coopérante:</b>	Supervision directe par le FIDA

# I. Contexte et description du programme

## A. Contexte

1. Le Gouvernement de la République argentine a demandé un financement additionnel de 15 millions d'USD au titre du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées (MARE) pour compléter le financement obtenu dans le cadre du Programme de promotion des systèmes agroalimentaires résilients et durables pour l'agriculture familiale (PROSAF). Le PROSAF a été approuvé par le Conseil d'administration en septembre 2021 et lancé en octobre 2022 (premier décaissement). Les dates initiales d'achèvement et de clôture du programme ont été fixées respectivement au 31 décembre 2026 et au 30 juin 2027.
2. Le financement initial du programme, qui s'élève à 36,1 millions d'USD, comprend un financement du FIDA de 13,1 millions d'USD, dont 3,7 millions d'USD pour l'action climatique dans le cadre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11); le financement de contrepartie du Gouvernement argentin de 6,7 millions d'USD; une contribution des bénéficiaires de 3,0 millions d'USD; et un cofinancement de 13,3 millions d'USD de la Banque de développement Fonplata. Le taux de décaissement du PROSAF est actuellement de 33,6%. Au 30 juin 2024, le cumul des dépenses financées par le prêt du FIDA s'élevait à 1,5 million d'USD, soit 11% de l'allocation autorisée et 34% du montant décaissé du prêt du FIDA.
3. Selon le dernier rapport de supervision (novembre 2023), 29 plans organisationnels destinés à des organisations de petits producteurs agroécologiques ont été approuvés et sont en cours de mise en œuvre. Le PROSAF n'ayant pas encore fait l'objet d'un examen à mi-parcours, les effets directs n'ont pas encore été évalués. Le PROSAF a réalisé des progrès importants dans l'établissement de partenariats, ayant notamment conclu des accords avec huit gouvernements provinciaux, des universités et plusieurs organismes de développement tels que la Fundación Foro del Sur, la Fundación ProYungas, la Fundación Universidad Tres de Febrero et l'Institut national de technologie agricole. Conformément aux politiques nationales actuelles en matière de gestion des dépenses publiques, l'entité du Ministère de l'économie (MECON) chargée d'exécuter les initiatives des institutions financières internationales (IFI) dans le pays, la Direction des programmes et des projets sectoriels et spéciaux, fait l'objet d'une restructuration prévoyant une forte réduction des effectifs techniques et administratifs et du personnel chargé de la gestion financière, qui pourrait avoir une incidence sur la mise en œuvre.
4. La République argentine est un État fédéral subdivisé en 23 provinces et une ville autonome. Depuis la révision des modalités de mise en œuvre des opérations de crédit extérieur dans le pays, les unités provinciales de gestion de projet assurent davantage la coordination technique des opérations, et le Gouvernement central n'emprunte plus directement auprès des IFI pour financer les projets de développement rural.
5. Le 9 février 2024, par l'intermédiaire du MECON, le Gouvernement argentin a demandé un financement additionnel au FIDA afin de compléter les interventions susmentionnées du PROSAF. Le 22 juin, le MECON a transmis une demande officielle de prolongation du PROSAF, proposant le 31 décembre 2029 comme nouvelle date d'achèvement pour mener à bien l'exécution du programme, étant donné le financement additionnel éventuel et la participation des unités d'exécution provinciales, qui va allonger la durée des activités. En outre, conformément aux procédures nationales applicables, le Gouvernement d'Entre Ríos a présenté au Ministère une demande d'accès au financement additionnel du FIDA pour le PROSAF sur une période de quatre ans à compter de l'entrée en vigueur, qui devrait avoir lieu entre le premier trimestre de 2025 et le deuxième trimestre de 2029. Les détails de la prolongation du PROSAF initial demandée par le Ministère, ainsi que ses liens avec le financement additionnel, notamment les modalités

d'exécution et la coordination stratégique entre les différentes parties prenantes, seront discutés dans le cadre de la mission de supervision du PROSAF en novembre 2024. Le financement additionnel sera accordé au Gouvernement d'Entre Ríos, l'une des provinces incluses dans le rapport initial de conception du programme. Par conséquent, un accord de financement infranational, garanti souverainement par la République argentine, sera signé entre le FIDA et le Gouvernement d'Entre Ríos. La demande est principalement motivée par la nécessité de compléter la conception initiale du PROSAF, qui a reçu un financement limité du FIDA, afin de promouvoir les infrastructures rurales productives, conformément aux nouvelles politiques publiques de développement rural du pays.

6. Le financement additionnel du FIDA sera affecté aux catégories de dépenses « Infrastructures » (96,27%), et « Formation » et « Fonctionnement » (3,73%).

## **B. Description du programme initial**

7. Le PROSAF vise de manière générale à contribuer à la réduction de la pauvreté chez les producteurs agricoles familiaux, paysans et autochtones vivant dans la pauvreté et à améliorer la durabilité des systèmes alimentaires de l'Argentine. L'objectif de développement du programme consiste à accroître la résilience de ces producteurs par la promotion de systèmes de production et de commercialisation durables, inclusifs et adaptés aux changements climatiques.
8. À l'origine, le programme ciblait 16 610 ménages de petits producteurs familiaux, paysans et autochtones vivant dans la pauvreté, dont 6 809 ménages dirigés par une femme (40%) et 5 091 par un jeune (30%, dont un nombre égal de femmes et d'hommes), soit en tout quelque 66 300 personnes. Les ménages autochtones devaient représenter 20% du nombre total de ménages.

## **II. Justification du financement additionnel**

### **A. Raison d'être**

9. L'économie de l'Argentine a connu des périodes récurrentes de crise et de faible croissance. Ces dernières années, elle a également été confrontée à une grave récession. Au premier semestre de 2024, 52,9% de la population vivait dans la pauvreté, et le taux d'indigence a atteint 18,1%. Il s'agit des niveaux de pauvreté et d'indigence les plus élevés à être observés depuis le premier semestre de 2004.
10. Les exploitations familiales représentent plus de 25% de la valeur produite par le secteur agricole et 27% de la production agricole totale en volume, et utilisent 18% des terres. Soixante-dix pour cent des exploitants familiaux ne sont pas membres d'une coopérative malgré l'appui à la mise en conformité avec les normes des filières dont ils bénéficieraient. L'intégration des petits exploitants agricoles dans l'économie formelle et l'amélioration de leur accès aux services et aux filets de sécurité pourraient accroître de manière significative leurs contributions et l'appui qui leur est apporté.
11. L'actuel Gouvernement argentin a pris ses fonctions en décembre 2023. Depuis, les gouvernements provinciaux sont les maîtres d'œuvre des programmes de développement territorial. S'agissant du financement, ils ont directement accès aux sources de financement internationales. Pour faciliter les mécanismes donnant accès à ces financements, le Gouvernement fédéral offre, par l'intermédiaire du MECON, une garantie souveraine pour appuyer les opérations financées par des prêts internationaux. D'autres IFI, telles que la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement, la Banque de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes et Fonplata, utilisent cette garantie en Argentine depuis des années. Le MECON est chargé de hiérarchiser et d'approuver les projets des entités infranationales qui souhaitent les faire financer par des IFI.

12. Le financement additionnel vise à compléter le PROSAF en stimulant les investissements dans les infrastructures rurales productives et résilientes et sera mis en œuvre en collaboration avec le Gouvernement d'Entre Ríos. Il s'agira de transposer le PROSAF à plus grande échelle en investissant dans des infrastructures rurales productives en vue d'accroître la productivité, de renforcer la résilience face aux aléas climatiques et d'améliorer l'accès au marché pour les exploitants familiaux, notamment dans le secteur de la petite apiculture.
13. Le prêt du FIDA sera octroyé au Gouvernement d'Entre Ríos et bénéficiera d'une garantie souveraine de la République argentine. La période de mise en œuvre du financement additionnel sera de quatre ans à compter de son entrée en vigueur, prévue pour le premier trimestre de 2025. Le financement additionnel consistera en un prêt du FIDA sur les ressources du MARE, assorti de conditions ordinaires, d'une durée maximale de 18 ans, d'un différé d'amortissement maximal de 3 ans, et d'un taux d'intérêt équivalant au taux d'intérêt de référence du FIDA, y compris une marge variable. Les conditions seront reconfirmées lors des négociations relatives au prêt. La charge de la dette du pays et la capacité d'absorption de la Province d'Entre Ríos ont été évaluées par le Bureau de la gestion globale des risques (RMO), qui a rendu un avis favorable. Le financement additionnel sera directement supervisé par le FIDA.
14. Le financement permettra de mettre à l'essai une approche différente reposant sur l'intensification des investissements au niveau provincial, qui devrait renforcer l'appropriation et la durabilité de l'investissement, ainsi que sur un ensemble complet d'investissements qui amélioreront l'arrimage entre les exploitants familiaux et les marchés.
15. Les investissements du FIDA dans les infrastructures sont à la fois pertinents et efficaces dans la lutte contre la pauvreté, comme indiqué dans la synthèse d'évaluations sur l'appui du FIDA aux infrastructures, réalisée par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA. La demande d'investissements infrastructurels devrait augmenter dans les pays partenaires, en particulier dans les pays à revenu intermédiaire et les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, où les besoins en matière d'investissements productifs ont augmenté, notamment au niveau infranational, à la suite de la diminution de l'offre de prêts concessionnels et de dons.
16. Dans le cadre du PROSAF, l'équipe s'emploie essentiellement à renforcer les réseaux opérationnels territoriaux des organisations de producteurs agricoles familiaux, paysans et autochtones, et à favoriser le passage à des systèmes de production agroécologiques. Le financement additionnel complète ces efforts par l'établissement de partenariats avec des entités motrices afin de promouvoir des filières inclusives axées sur le marché, tout en veillant aux aspects particuliers relatifs aux thématiques transversales prioritaires du FIDA.

#### **Aspects particuliers relatifs aux thématiques transversales prioritaires du FIDA**

17. Conformément aux engagements en matière de transversalisation, le projet a été validé comme:
  - incluant un financement climatique;
  - porteur de transformations en matière de genre;
  - tenant compte des enjeux nutritionnels;
  - axé sur les jeunes;
  - incluant des activités relatives à la capacité d'adaptation.

18. Grâce à l’octroi de ce financement additionnel, il a été confirmé que l’action climatique est financée à hauteur de 9,9 millions d’USD au titre de FIDA12. Le montant total du financement de l’action climatique dans le cadre du programme s’élève à 13,6 millions d’USD. En outre, le programme renforce la capacité d’adaptation et suit une approche agroécologique.

## **B. Description de la zone géographique et des groupes cibles – Province d’Entre Ríos**

19. La structure de production de la Province d’Entre Ríos a de tout temps été fortement concentrée dans le secteur primaire, et les activités industrielles les plus dynamiques sont associées à ce secteur. En outre, l’administration provinciale n’a pas diversifié efficacement sa structure de production ni encouragé de manière importante les branches d’activité liées aux savoirs et à la technologie.
20. Selon le dernier recensement agricole national (2018), environ 50% des 11 627 exploitations agricoles d’Entre Ríos peuvent être considérées comme des exploitations familiales au sens de la réglementation nationale. Quelque 16% d’entre elles sont dirigées par des femmes, et 12% sont gérées par des producteurs âgés de 39 ans ou moins. Les exploitations familiales se consacrent à des activités telles que l’élevage, la production de miel et de ses dérivés, la production laitière, et la culture légumière et fruitière. En moyenne, elles réalisent 60% de la production alimentaire de la province.
21. Grâce au financement additionnel, le programme comptera 5 009 nouveaux bénéficiaires, des petits producteurs agricoles familiaux, paysans et autochtones, soit 1 209 ménages constitués de nouveaux apiculteurs et 3 800 bénéficiaires directs des routes rurales construites, dont 2 003 femmes (40%) et 1 502 jeunes (30%). S’agissant des peuples autochtones, la cible de 20% de la population des provinces bénéficiaires du PROSAF initial est maintenue, tandis que, pour Entre Ríos, le seuil est estimé à 5% du fait que les autochtones y sont moins nombreux; cela représente une augmentation de 250 ménages. Le groupe cible définitif du programme (financement additionnel inclus) totalise 21 619 petits producteurs agricoles familiaux, paysans et autochtones, dont 8 648 femmes (40%), 6 486 jeunes (30%) et 3 572 autochtones (20% pour le programme initial et 5% pour le volet bénéficiant du financement additionnel). De manière générale, le financement additionnel permettra d’augmenter de 30% le nombre de familles bénéficiaires du programme.
22. **Zone d’intervention et ciblage.** Le financement additionnel sera mis en œuvre dans les zones rurales de 11 départements de la Province d’Entre Ríos, où l’apiculture familiale est particulièrement importante. Les critères de ciblage suivants seront appliqués: i) ciblage géographique fondé sur des indicateurs permettant de définir les zones prioritaires dans lesquelles il existe un chevauchement avec les indicateurs de pauvreté rurale et où les besoins essentiels ne sont pas satisfaits; ii) ciblage direct, au moyen de critères d’admissibilité visant les organisations de petits exploitants ruraux ou autochtones dont les revenus ne dépassent pas le double du salaire mensuel minimum fixé par la loi pour les travailleurs ruraux.

## **C. Composantes, résultats et activités**

23. Les objectifs sont les mêmes que ceux du financement initial approuvé; les activités soutenues par les fonds additionnels sont conformes à la conception, aux méthodes de mise en œuvre et aux composantes initiales. Le financement additionnel permettra d’inclure un nouvel effet direct, 1.4 – Infrastructures rurales productives, dans la composante 1, Appui et financement en faveur de la production et de la commercialisation.

24. Effet direct 1.4: Infrastructures rurales productives. Les producteurs agricoles familiaux, paysans et autochtones et leurs organisations ont renforcé leurs systèmes de production et de commercialisation et font partie de coalitions pour le développement par le biais de filières inclusives axées sur le marché et résilientes face aux risques environnementaux et climatiques. Les types d'infrastructures rurales productives envisagées sont des centres de stockage, de transformation et de commercialisation, ainsi que des routes rurales améliorées facilitant l'accès au marché. Les activités nécessaires sont décrites ci-après:
- i) amélioration des infrastructures et de l'équipement de neuf centres de stockage et de transformation dans le secteur de l'apiculture familiale;
  - ii) réfection de 10 tronçons de routes rurales d'une longueur totale prévue de 22 kilomètres. L'un de ces tronçons aura une longueur de plus de 10 kilomètres, soit 13,6 kilomètres.
25. Les autres activités relèvent des composantes suivantes:
- i) Composante 2: Mise en place de services d'appui systémiques pour la production et la commercialisation. La fourniture d'une assistance technique pour les producteurs familiaux, paysans et autochtones est étendue et renforcée.
  - ii) Composante 3: Gestion des savoirs, suivi-évaluation et gestion du programme. Les activités portent sur la coordination de la gestion et de l'administration du programme, ainsi que le suivi-évaluation.

## D. Coût, avantages et financement

### Coût du programme

26. Les composantes 1 et 2 du programme relèvent partiellement du financement de l'action climatique. Le montant total alloué par le FIDA au programme au titre du financement de l'action climatique, calculé suivant les méthodes des banques multilatérales de développement pour le suivi du financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets, est estimé à 9,9 millions d'USD.
27. Le coût total actualisé du programme est de 52,6 millions d'USD (tableau 1). Le prêt initial du FIDA s'élevait à 13,1 millions d'USD, et le prêt additionnel du FIDA, à 15 millions d'USD. Les dépenses ordinaires du financement additionnel s'élèvent à 1,3 million d'USD, soit 7,8% du financement additionnel total. Les coûts par composante du financement additionnel sont présentés dans le tableau 2; les coûts par catégorie de dépenses et par source de financement, dans le tableau 3; et les coûts par composante et par année du programme, dans le tableau 4.

Tableau 1  
**Résumé du financement initial et du financement additionnel**  
(en milliers d'USD)

	<i>Financement initial</i>	<i>Financement additionnel</i>	<i>Total</i>	<i>Montant décaissé</i>
Prêt du FIDA	13 100	15 000	28 100	4 408
Fonplata	13 300	-	13 300	1 403
Bénéficiaires	3 000	160	3 160	0
Emprunteur	6 700	1 340	8 040	5
<b>Total</b>	<b>36 100</b>	<b>16 500</b>	<b>52 600</b>	<b>5 816</b>



Tableau 2

**Financement additionnel: coût du programme par composante et par source de financement**

(en milliers d'USD)

	<i>Prêt additionnel du FIDA</i>		<i>Bénéficiaires</i>		<i>Emprunteur</i>		<i>Total</i>
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>
1. Appui et financement en faveur de la production et de la commercialisation	14 440	96	160	100	540	40	15 140
2. Mise en place de services d'appui systémiques pour la production et la commercialisation	134	1	-	-	350	26	484
3. Gestion des savoirs, suivi-évaluation et gestion du programme	426	3	-	-	450	34	876
<b>Total</b>	<b>15 000</b>	<b>100</b>	<b>160</b>	<b>100</b>	<b>1 340</b>	<b>100</b>	<b>16 500</b>

Tableau 3

**Financement additionnel: coût du programme par catégorie de dépenses et par source de financement**

(en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Prêt additionnel du FIDA</i>		<i>Bénéficiaires</i>		<i>Emprunteur</i>		<i>Total</i>
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>
<b>Dépenses d'investissement</b>							
1. Formation	134	1	-	-	-	-	134
2. Contrats de service (consultants)	-	-	-	-	350	26	350
3. Études et rapports d'audit (consultants)	-	-	-	-	540	40	540
4. Infrastructures	14 440	96	160	-	-	-	14 600
<b>Total des dépenses d'investissement</b>	<b>14 574</b>	<b>97</b>	<b>160</b>	<b>100</b>	<b>890</b>	<b>66</b>	<b>15 624</b>
<b>Dépenses ordinaires</b>							
1. Traitements et salaires	156	1	-	-	450	34	606
2. Dépenses de fonctionnement	270	2	-	-	-	-	270
<b>Total des dépenses ordinaires</b>	<b>426</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>450</b>	<b>34</b>	<b>876</b>
<b>Total</b>	<b>15 000</b>	<b>100</b>	<b>160</b>	<b>100</b>	<b>1 340</b>	<b>100</b>	<b>16 500</b>

Tableau 4  
**Coût du programme par composante et par année du programme**  
(en milliers d'USD)

<i>Composante</i>	<i>Année 1 2025</i>		<i>Année 2 2026</i>		<i>Année 3 2027</i>		<i>Année 4 2028</i>		<i>Total</i>
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>
1. Appui et financement en faveur de la production et de la commercialisation	3 000	90	6 000	94	4 500	93	1 640	86	15 140
2. Mise en place de services d'appui systémiques pour la production et la commercialisation	145	4	145	2	97	2	97	5	484
3. Gestion des savoirs, suivi-évaluation et gestion du programme	175	6	263	4	263	5	175	9	876
<b>Total</b>	<b>3 320</b>	<b>100</b>	<b>6 408</b>	<b>100</b>	<b>4 860</b>	<b>100</b>	<b>1 912</b>	<b>100</b>	<b>16 500</b>

### **Stratégie et plan de financement et de cofinancement**

28. Le programme, y compris le financement additionnel demandé, sera financé comme suit: i) un financement du FIDA de 28,1 millions d'USD (53% du coût total); ii) un cofinancement de FONPLATA de 13,3 millions d'USD (25%); iii) une contribution du Gouvernement de 8,04 millions d'USD (15%); iv) des contributions des bénéficiaires de 3,16 millions d'USD (6%). L'accord de financement additionnel sera signé entre le FIDA et le Gouvernement d'Entre Ríos. La République argentine donnera une garantie souveraine.

### **Décaissement**

29. Les procédures de décaissement seront déterminées dans le cadre de l'évaluation fiduciaire qui doit être effectuée avant le premier décaissement du financement additionnel, et seront décrites dans la lettre de présentation des modalités de gestion financière et de contrôle financier, que le FIDA enverra au Gouvernement d'Entre Ríos après la signature de l'accord de financement. Cette lettre indiquera que les capacités du Gouvernement d'Entre Ríos en matière fiduciaire et de passation de marchés feront l'objet d'une évaluation financière avant le premier décaissement. Les résultats de cette évaluation doivent répondre aux critères du FIDA pour être jugés satisfaisants. Dans le cas contraire, le programme peut être annulé.

### **Résumé des avantages et analyse économique**

30. Une augmentation des revenus et de l'emploi dans les systèmes de production apicole familiaux est prévue. La période utilisée pour le calcul du taux de rentabilité économique interne et de la valeur économique actuelle nette est de 10 ans pour les modèles d'exploitation analysés et de 20 ans pour l'intégration du programme. Le taux d'actualisation retenu est de 12% par an. On a procédé à l'évaluation économique en estimant le flux de recettes nettes supplémentaires à partir: i) des recettes annuelles tirées des modèles de production apicole et de valorisation du miel suivant une approche agroécologique; ii) des investissements annuels et des coûts de production de ces éléments; iii) des coûts du programme, déduction faite des contributions à chaque modèle, des provisions pour imprévus et des taxes. Les résultats montrent que le programme est économiquement viable: le taux de rentabilité économique interne est de 24,8%, la valeur économique actuelle nette est de 12 720 millions d'USD et le rapport coûts-avantages est de 5,9.

### **Stratégie de retrait et pérennisation**

31. Le PROSAF, grâce à sa stratégie de gestion des savoirs et à la combinaison de ses trois composantes, générera les capacités nécessaires parmi les acteurs participant aux activités. On s'attachera aussi à définir des partenariats et des possibilités de soutien financier régulier.
32. La durabilité du programme est liée à sa stratégie opérationnelle et méthodologique, qui – si elle donne de bons résultats – sera intégrée dans les politiques du Gouvernement, des provinces et des institutions du secteur.

## **III. Gestion des risques**

### **A. Risques et mesures d'atténuation**

33. Le risque global du programme est considéré comme modéré dans la matrice intégrée des risques du programme. Les principaux risques dans le contexte national sont liés à la situation macroéconomique et à la volonté politique. Les mesures d'atténuation reposent sur une concertation continue destinée à maintenir les activités du FIDA dans les priorités politiques. Les risques environnementaux et sociaux sont importants (en raison de la réfection de tronçons de routes rurales sur plus de 10 kilomètres) et seront atténués grâce à l'ensemble complet de mesures définies dans la note « Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique ». La principale stratégie d'atténuation consistera à préserver les excellentes relations avec le MECON, qui définit le budget

et les priorités d'investissement. La notation de crédit de la province pouvant présenter un risque, RMO a déterminé que ce risque est dûment atténué par la garantie fédérale apportée par le MECON.

34. Le financement additionnel proposé constituera le premier prêt octroyé par le FIDA à un gouvernement provincial. L'harmonisation des processus de gestion financière et de passation des marchés pourrait donc poser un risque, qui sera atténué par un suivi périodique des procédures financières et de passation des marchés dans le cadre d'une collaboration entre le FIDA et l'unité provinciale de gestion du programme.
35. La colonne « Risques inhérents » représente les risques initiaux, tandis que la colonne « Risques résiduels » représente les risques qui subsistent après l'application des mesures d'atténuation.

Tableau 5  
**Synthèse des risques**

<i>Catégorie de risque</i>	<i>Risques inhérents</i>	<i>Risques résiduels</i>
Contexte national	Substantiel	Substantiel
Stratégies et politiques sectorielles	Modéré	Modéré
Contexte environnemental et climatique	Modéré	Modéré
Portée du programme	Faible	Faible
Capacités institutionnelles d'exécution et viabilité	Modéré	Modéré
Gestion financière	Substantiel	Substantiel
Passation des marchés au titre du programme	Modéré	Modéré
Impact environnemental, social et climatique	Modéré	Modéré
Parties prenantes	Modéré	Modéré
<b>Risque global</b>	<b>Modéré</b>	<b>Modéré</b>

36. Le risque relatif à la gestion financière est considéré comme substantiel, car la capacité en la matière de l'unité d'exécution du Gouvernement d'Entre Ríos n'a pas été évaluée à ce jour. Les mesures d'atténuation sont les suivantes: achèvement de l'évaluation fiduciaire, avis de non-objection du FIDA à l'élaboration d'un manuel provincial d'exécution du projet décrivant les flux de fonds, les systèmes et les contrôles internes, dont l'inclusion dans le financement additionnel est une condition préalable au premier décaissement.

## **B. Catégorie environnementale et sociale**

37. Un nouveau questionnaire de sélection a été utilisé pour les nouvelles activités relatives aux infrastructures rurales productives (principalement les centres de stockage et de transformation et la réfection de routes rurales). L'incidence environnementale et sociale du financement additionnel est modérée. À la suite de la réfection de routes rurales, le débit journalier moyen annuel sera inférieur à 400. Le plan de gestion environnementale, sociale et climatique a été mis à jour, des mesures supplémentaires visant à gérer le risque posé par les nouvelles activités liées à l'effet direct 1.4 du financement additionnel ayant été ajoutées dans ce document. On y trouve également de nouvelles mesures d'atténuation consistant: i) à réaliser une étude de préfaisabilité pour l'investissement nécessaire à la réfection des routes rurales, qui doit inclure une étude préalable pour la vérification de la circulation; ii) à s'assurer que le cahier des charges pour la réfection des routes rurales oblige les prestataires de services à se conformer à la législation nationale, notamment aux normes de santé et de sécurité au travail.

38. Le risque posé par les autres éléments du programme reste modéré étant donné qu'il: i) pourrait comporter ou donner lieu à une consommation importante de matières premières et d'énergie; ii) développera ou remettra en état de petits systèmes d'irrigation; iii) est exécuté dans des zones où des peuples autochtones sont présents; iv) prévoit la construction de petits ouvrages hydrauliques et l'aménagement de routes rurales; v) pourrait donner lieu à l'utilisation et/ou au développement à des fins commerciales de ressources naturelles sur des terres et territoires habités par des peuples autochtones; vi) intervient dans des secteurs ou des filières dans lesquels ont été signalés des cas de pratiques discriminatoires et d'absence d'égalité des chances (à l'égard des travailleurs défavorisés ou vulnérables, comme les femmes, les enfants en âge de travailler, les migrants et les personnes handicapées), de déni du droit à la liberté d'association et à la négociation collective, et de recours à des travailleurs migrants; vii) cible une zone dans laquelle des cas de travail d'enfants dans certaines filières ont été signalés; viii) interviendra dans des lieux où des maladies transmises par l'eau, des zoonoses ou des maladies à transmission vectorielle sont présentes; ix) réalisera des travaux de construction, de réfection ou d'amélioration de routes rurales sur une distance inférieure à 10 kilomètres, qui ne devraient pas augmenter la circulation ni modifier la fluidité du trafic; x) peut entraîner un afflux de travailleurs (pour l'exécution de petits travaux dans le cadre du programme); xi) pourrait comprendre ou donner lieu à un rejet de polluants dans l'environnement (dans le cadre d'activités agricoles ou non agricoles) dans des circonstances habituelles ou non, qui serait susceptible d'avoir un impact négatif local.

### **C. Classement au regard des risques climatiques**

39. Sur la base de l'évaluation des risques climatiques réalisée en avril 2024, le risque climatique est jugé modéré. Malgré le niveau élevé de dangerosité et la forte exposition relevés dans la zone d'intervention du programme (qui comprend la Province d'Entre Ríos), la sensibilité de la population cible est très faible, voire nulle. En revanche, la capacité d'adaptation aux changements climatiques est grande.
40. Le programme met en œuvre le plan de gestion environnementale et sociale de manière que les mesures de gestion des risques environnementaux, climatiques et sociaux recensés soient prises comme il se doit.

### **D. Classement au regard des risques financiers**

41. RMO ne s'oppose pas à la proposition compte tenu de la garantie donnée par le Gouvernement argentin. Il recommande d'obtenir des assurances ou des éclaircissements en ce qui concerne le caractère exécutoire de la garantie, advenant qu'elle soit exécutée.
42. Le rapport sur l'Argentine (juin 2024) établi par les services du Fonds monétaire international indique que le risque global de tensions souveraines est élevé, mais que la dette est soutenable, précisant toutefois que la probabilité n'est pas forte, ce qui concorde avec l'évaluation précédente (début de 2024).
43. L'évaluation repose sur la mise en œuvre réussie du nouveau plan de stabilisation, qui amène le pays à déployer des efforts importants pour réaligner et harmoniser le régime de change, avec en toile de fond un processus d'assainissement budgétaire plus ambitieux et précoce, qui devrait lui permettre de dégager des excédents budgétaires et des excédents au compte courant.
44. Le prêt de 15 millions d'USD du FIDA étant octroyé au Gouvernement d'Entre Ríos, la République argentine garantira intégralement cette créance.

## IV. Exécution

### A. Respect des politiques du FIDA

45. Les marchés de biens, de travaux et de services financés par le prêt seront adjugés en pleine conformité avec le cadre de passation des marchés relatifs aux projets, les Directives pour la passation des marchés relatifs aux projets et le Guide pratique de passation des marchés du FIDA, à l'exclusion de tout système national. Les modèles standard de documents de passation de marchés du FIDA seront également utilisés.

### B. Cadre organisationnel

#### Gestion et coordination

46. Le financement additionnel sera mis en œuvre par l'unité de gestion du programme (UGP) du Gouvernement d'Entre Ríos, en étroite coordination stratégique avec d'autres entités provinciales telles que le Secrétariat de l'agriculture familiale et du développement productif et le Secrétariat des routes. Les UGP seront chargées d'assurer l'exécution coordonnée de toutes les activités prévues, conformément à l'accord de financement. Le FIDA sera chargé de la supervision du programme. Enfin, l'UGP du Gouvernement d'Entre Ríos assurera la coordination avec le MECON et les autres provinces participantes.
47. Sur la base des recommandations de la récente évaluation de la stratégie et du programme de pays pour l'Argentine, le FIDA fournira une assistance technique au MECON et aux provinces participant au PROSAF pour mettre en place un système de suivi-évaluation solide et efficace.

#### Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

48. L'unité d'exécution du Gouvernement d'Entre Ríos sera chargée de la gestion financière de la mise en œuvre du financement additionnel, c'est-à-dire: i) de préparer le plan de travail et budget annuel; ii) de mettre à disposition un environnement de contrôle interne efficace et des manuels financiers complets; iii) de tenir un système comptable adéquat; iv) de présenter au FIDA des rapports financiers intermédiaires; v) de présenter les demandes de retrait via le Portail clients du FIDA; vi) d'établir les états financiers annuels conformément au Manuel du FIDA relatif à l'information financière et à l'audit et de présenter les états financiers annuels non audités au plus tard quatre mois après la clôture de l'exercice précédent; vii) de coordonner l'audit annuel.
49. En l'absence d'une évaluation fiduciaire de l'unité d'exécution provinciale, il reste à déterminer comment l'emprunteur se conformera à l'article IX des Conditions générales applicables au financement du développement agricole (rapports financiers et audits) au cours de la mise en œuvre et quelles clauses spéciales doivent être incluses dans l'accord de financement pour les dispositions fiduciaires. Le risque relatif à la gestion financière sera formellement déterminé une fois l'évaluation de l'UGP provinciale achevée, et si les résultats de cette évaluation sont jugés insatisfaisants par le FIDA, le programme sera annulé conformément à l'accord de financement. Dans le cadre de l'évaluation fiduciaire, des dispositions spécifiques régissant la gestion financière, les rapports financiers, les décaissements et les audits seront convenues avec le Gouvernement provincial et énoncées dans la lettre de présentation des modalités de gestion financière et de contrôle financier et le manuel d'exécution du programme. L'avis de non-objection du FIDA à l'élaboration d'un manuel provincial d'exécution du programme décrivant les flux de fonds, les systèmes et les contrôles internes et le recrutement d'un spécialiste des finances et son affectation au programme figureront dans l'accord de financement en tant que conditions de décaissement additionnelles.

50. Le risque relatif à la passation des marchés sera formellement déterminé au terme de l'évaluation de l'UGP provinciale. Sur la base de cette analyse et en conformité avec le cadre de passation des marchés du FIDA, les modalités de passation des marchés seront déterminées et énoncées dans l'évaluation de la performance du projet.
51. Le décaissement sera subordonné à l'inclusion dans le manuel d'exécution du programme des nouvelles dispositions en matière de passation de marchés, et à l'affectation au FIDA d'un spécialiste de la passation de marchés de l'UGP. La passation des marchés sera gérée au moyen du Système de bout en bout de passation électronique des marchés relatifs aux projets, et les contrats seront enregistrés dans l'outil de gestion utilisé par le pays.
52. Des états financiers audités distincts seront établis pour le financement mis en œuvre dans le cadre de l'accord de financement signé avec le Gouvernement d'Entre Ríos. La question de savoir si le premier décaissement doit être subordonné à la réalisation de l'audit annuel par la cour provinciale des comptes doit être tranchée. Les états financiers audités seront présentés au FIDA au plus tard six mois après la clôture de l'exercice précédent.

#### **Participation et retours d'information du groupe cible, et mécanisme de réponse aux doléances**

53. Les principaux mécanismes de retour d'information sont les suivants: i) lieux différents aménagés pour les retours d'information des femmes et des hommes; ii) consentement préalable, libre et éclairé des peuples autochtones et des communautés; iii) système participatif de suivi. Par ailleurs, des mesures seront prises pour encourager la participation des femmes aux mécanismes de concertation et de prise de décisions.

#### **Mécanisme de réponse aux doléances**

54. Conformément aux politiques sociales et environnementales du FIDA, un mécanisme ouvert sera mis à la disposition de la population cible du programme; il permettra de traiter les demandes et les plaintes des personnes, des autorités communautaires ou des représentants de groupes estimant avoir subi un préjudice du fait de l'exécution du programme.

### **C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique**

55. Le programme consacrera d'importantes ressources à la théorisation et à la description des expériences et à la compilation des enseignements tirés de ces dernières. Les institutions argentines peuvent contribuer notablement à la fourniture de savoir-faire et de technologies aux fins de la coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST) et sont également désireuses de participer aux échanges de savoirs.
56. Les principales innovations du programme sont: i) l'accent mis sur la promotion des systèmes agroécologiques; ii) la combinaison d'éléments de concertation sur les politiques, de gestion des savoirs et de CSST qui s'inscrivent dans le programme d'action du FIDA en faveur des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure; iii) la combinaison d'une composante d'investissement et d'une composante systémique pour éliminer les goulets d'étranglement et résoudre les problèmes structurels; iv) l'adoption d'une approche porteuse de transformations en matière de genre, axée sur les jeunes et tenant compte des enjeux nutritionnels; v) une stratégie reposant sur les technologies de l'information et des communications pour le développement et sur l'innovation; vi) une approche territoriale fondée sur des réseaux locaux et des plateformes multipartites.

## **D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement**

57. Un nouvel accord de financement bilatéral sera signé entre le FIDA et le Gouvernement d'Entre Ríos pour la mise en œuvre du financement additionnel, bénéficiant d'une garantie souveraine fédérale donnée par la République argentine.

## **V. Instruments et pouvoirs juridiques**

58. L'octroi à l'emprunteur du financement proposé est régi par un accord de financement entre le Gouvernement de la Province d'Entre Ríos et le FIDA, et par un accord distinct de garantie entre la République argentine et le FIDA.
59. Le Gouvernement de la Province d'Entre Ríos de la République argentine est habilité, en vertu des lois argentines, à recevoir un financement du FIDA. La République argentine est habilitée, en vertu de son ordre juridique, à garantir le prêt.
60. Je certifie que le financement additionnel proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

## **VI. Recommandation**

61. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement additionnel par la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la Province d'Entre Ríos un prêt à des conditions ordinaires, et garanti par la République argentine, d'un montant de quinze millions de dollars des États-Unis (15 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Alvaro Lario



## Updated logical framework incorporating the additional financing

Results hierarchy	Indicators					Means of verification			Assumptions/notes
	Name	Baseline	Midterm	Original target	Final target	Source	Frequency	Responsibility	
<b>Outreach</b>	<b>1.b. Estimated corresponding total number of households members</b>					Annual M&E Reports	Annual	DIPROSE/ EERR PMU	
	Households members- Number of people	0	46408	69762	90800				
	<b>1.a Corresponding number of households reached</b>					Annual M&E Reports	Annual	DIPROSE/ EERR PMU	
	Households	0	11050	16610	21619				
	<b>1 Persons receiving services promoted or supported by the project</b>					Annual M&E Reports	Annual	DIPROSE/ EERR PMU	
	Men	0	6861	9966	12971				
	Women	0	4766	6644	8648				
	Youth	0	3564	4983	6486				
	Indigenous People	0	2325	3322	3572				
	Total number of people	0	11627	16610	21619				
	<b>Organizations, networks/alliances and youth entrepreneurship</b>					Annual M&E Reports	Annual	DIPROSE/ EERR PMU	
	Organizations-Number	0	140	200	214				
	Networks-Number	0	8	12	12				
	Entrepreneurship-Number	0	175	250	290				
<b>Programme Goal</b> Contribute to reducing the poverty of poor producers AFCI (PPAFCI) and improving the sustainability of Argentina's food systems	<b>PPAFCI in poverty increase their income in 10% (CI) (ODS 1)</b>					SIIG	Baseline, MTR and end report based on SIIG and COI evaluation	DIPROSE/ EERR PMU	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Policies on food and food security are maintained.</li> <li>- The conditions post-pandemic allow the adequate provision of program services.</li> <li>-The economic crisis shows improvement</li> </ul>
	Persons(total) - Number of persons	0	5980	13288	17295				
	Women (total) - Percentage (%)	0	40	40	40				
	Women (total) - Number of people	0	2451	5447	6918				
	Youth (total) - Percentage (%)	0	30	30	30				

	Youth (total) - Number of people	0	1832	4073	5189					
	Youth women (% of total youth) - Percentage (%)	0	50	50	50					
	Youth women - Number of people	0	916	2036	3459					
	Indigenous people (total) - Percentage (%)	0	20	20	16.8					
	Indigenous people (total) - Number	0	1196	2658	2908					
	<b>PPAFCI in poverty conditions that increase their farm and off-farm production volume by 20% or more (CI) (ODS2)</b>						SIIG	Baseline, MTR and end report	DIPROSE/ EERR PMU	
	Persons(total) - Number of persons	0	5656	12568	16214					
	Women (total) - Percentage (%)	0	40	40	40					
	Women (total) - Number of people	0	2289	5087	6486					
	Youth (total) - Percentage (%)	0	27	27	27					
	Youth (total) - Number of people	0	1508	3352	4378					
	Youth women (% of total youth) - Percentage (%)	0	50	50	50					
	Youth women - Number of people	0	754	1676	3243					
	Indigenous people (total) - Percentage (%)	0	20	20	17					
	Indigenous people (total) - Number	0	1131	2514	2764					
<b>Development objective</b> Improve the resilience of poor AFCI producers by promoting sustainable and inclusive production and commercialization systems that are	<b>PPAFCI in poverty that transform/improve their agri-food systems (conventional) to agroecological systems (AE)</b>						DNA	SIIG Reports, Final Evaluation and Survey at baseline, MTR and End	DIPROSE/ EERR PMU	- There are policies and incentives that favour the agroecological productive transformation - The effects of CC are kept within the parameters established at the national level and
	Persons (total) - Number of people	0	5520	12268	15998					
	Women (total) - Number of people	0	2222	4907	6399					
	Youth (total) - Number of people	0	1306	2902	3680					

adapted to climate change	Number (total) - Number of indigenous people	0	1104	2453	3200				the CCA measures are applied. - There are favourable policies for the gender and youth approach - Extreme weather events have limited effects on production.
	<b>IE.2.1 People demonstrating an improvement in empowerment</b>					Baseline, MTR and end report based on SIIG Reports, COI survey	Baseline, MTR and end report	DIPROSE/ EERR PMU	
	Indigenous people	0	1103	2658	2908				
	Youth	0	1833	4073	5189				
	Total number of people (%)	0	80	80	80				
	Total number of people	0	8840	13288	17295				
	Women-Percentage (%)	0	41	41	41				
	Women	0	3624	5447	7091				
	Men-Percentage (%)	0	59	59	59				
	Men	0	5216	7841	10204				
	<b>PPAFCI in poverty with increased resilience (20% or more)* (CI, ODS1, ODS 13)</b>					Baseline, MTR and end report based on SIIG Reports	Baseline, MTR and end report	DIPROSE/ EERR PMU	
	People (total)- Number of people	0	5980	13288	17295				
	Women (total)-Number of people	0	2451	5447	6918				
	Youth (total) - Number of people	0	1832	4073	5189				
	Youth women - Number of people	0	916	2036	2594				
	Indigenous people (total) - Number of people	0	1196	2658	2908				
	<b>CI 3.2.2. PPAFCI reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices</b>					SIIG reports; Evaluation reports	Annual	DIPROSE/ EERR PMU	
	People (total)- Number of people	0	5980	13288	17295				
	Women (total) - Number of people	0	2451	5447	6918				
	Youth (total)-Number of people	0	1832	4073	5189				
	Youth women - Number of people	0	916	2036	2594				

	Indigenous population (total) -Number of people	0	1196	2658	2908			
	<b>3.2.2 PPAFCI reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices</b>					COI survey	Annual	DIPROSE/ EERR PMU
	Households members - Number of people	0	37126	55810	72640			
	Households - percentage (%)	0	80	80	80			
	Households	0	8840	13288	17295			
	<b>PPAFCI satisfied with the services provided by the programme</b>					Survey	Final	DIPROSE/ EERR PMU
	Persons (total) - Percentage	0	80	80	80			
	Persons (total) - Number of people	0	8840	13288	17295			
	<b>SF.2.1 Households satisfied with the services provided by the programme</b>					COI survey	Baseline-MTR and End report	MyE DIPROSE
	Households members- number of people	0	23204	55810	72640			
	Households of indigenous people - Households	0	1163	2525	3286			
	Female-headed households- households	0	1279	2778	3459			
	Households - percentage (%)	0	50	80	80			
	Households (number)- households	0	5525	13288	17295			
<b>Outcome</b>	<b>PPAFCI in poverty reporting adoption of new or improved AE inputs, technologies or practices</b>					SIIG reports	Annual	DIPROSE/ EERR PMU
PPAFCI, women and youth, and their organisations (OPP AE networks), have strengthened productive and	Small producers (total) - Number of people	0	8588	12268	15998			
	Women - Number	0	3456	4938	6399			
	Youth (total) - Number of people	0	2031	2902	3840			

commercialization systems	Youth women - Percentage(%)	0	50	50	50				
	Youth women - Number of people	0	1016	1451	1920				
	Indigenous people - Number	0	1718	2454	2704				
	<b>1.2.2 Households reporting adoption of new or improved AE inputs, technologies or practices</b>						COI survey	Baseline, MTR and End	DIPROSE/ EERR PMU
	Households member - Number of people	0	37128	55809	72640				
	Household - Percentage (%)	0	80	80	80				
	Women led households - Households	0	3536	5315	6918				
	Households	0	8840	13288	17295				
	<b>PPAFCI that report improved access to digital innovations and alternatives for financing and marketing</b>						SIIG reports	Annual	DIPROSE/ EERR PMU
	Small producers (total) - Number of people	0	8798	12568	16214				
	Women (total) - Number of people	0	3561	5087	6486				
	Youth (total) - Number of people	0	2346	3352	4378				
	Youth women - Percentage (%)	0	50	50	50				
	Youth women - Number of people	0	1173	1676	2189				
	Indigenous people (total) - Number	0	1760	2513	2763				
	<b>1.2.9 Households with improved nutrition Knowledge Attitudes and Practices (KAP)</b>						COI Survey	Baseline, MTR and End	DIPROSE/ EERR PMU
	Indigenous households - Households	0	1578	2658					
	Women led households- Households	0	2226	3748					
	Households (number) - Households	0	8840	13288					
	Households (%) - Percentage (%)	0	80	80					

	Households members - Number of people	0	37126	55810				
<b>Output</b> C1.1.1 AE networks, OPP, youth groups with productive investments/AE commercialization and organizational strengthening supported	<b>AE networks, OPP, youth groups with productive investments/AE commercialization, bioeconomy and strengthening approach (associative, business, etc.) supported (PDF-O, PDF-R, PDF-J, PDF-A) (IE)</b>					SIIG reports	Annual	DIPROSE/ EERR PMU
	AE networks - Number	0	8	12				
	OPP AE - Number	0	140	200	214			
	Youth entrepreneurship - Number	0	168	240	280			
<b>Output</b> C1 1.2 PPAFCI training	<b>(CI 1.1.4) PPAFCI trained in AE production practices and/or technologies, gender and nutrition</b>					SIIG reports	Annual	DIPROSE/ EERR PMU
	Small producers (total) - Number of people	0	8305	16610	18770			
	Women (total) - Number of people	0	3404	6644	7508			
	Youth (total) - Number of people	0	2545	4983	5631			
	Youth women - Number of people	0	1272	2540	2816			
	Indigenous population - Number of people	0	1661	3322	3453			
	<b>1.1.4 People trained in production technology and practices</b>					SIIG reports	Annual	DIPROSE/ EERR PMU
	Total number of people trained by the project	0	8305	16610	19610			
	Men trained in crop production - Men	0	4901	9966	11766			
	Women trained in crop production - Women	0	3404	6644	7844			
	Youth trained in crop production - Youth	0	2545	4983	5883			
	Indigenous people trained in crop production - Indigenous people	0	1661	3322	3572			
	People trained in crop production- Number of people	0	8305	16610	19610			

					SIIG reports	Annual	DIPROSE/ EERR PMU
<b>Groups (networks, OPP, youth groups) supported to improve their natural resources and climate risks management (CI 2.1.3)</b>							
Networks-Number	0	8	12	0			
OPP - Number	0	140	200	214			
Youth entrepreneurship - Number	0	175	250	290			
					SIIG reports	Annual	DIPROSE/ EERR PMU
<b>2.1.3 Rural organizations supported</b>							
Size of producers organizations - Organizations	0	7805	16170	17500			
Rural organizations supported- Organizations	0	223	462	500			
Men	0	4683	9702	10500			
Women	0	3122	6468	7000			
Youth	0	243	4851	5250			
Indigenous population	0	1561	3234	3484			
Rural organizations supported led by women-organizations	0	45	92	100			
					SIIG reports	Annual	DIPROSE
<b>1.1.8 Households with targeted support to improve their nutrition</b>							
Number of people	0	8304	16445				
Men	0	4900	9801				
Women	0	3404	6644				
Households	0	7892	15785				
Members of the households - Number of people	0	33146	66297				
Indigenous population	0	1661	3322				
Youth	0	2540	4983				
Households led by womenHouseholds -	0	1555	3157				

<b>Outcome</b> C1 R FA. Family farmers and other small-scale producers have access to public infrastructure that improves the resilience and productivity of their AE production	<b>Roads constructed, rehabilitated or upgraded (CI 2.1.5)</b>				3800	Households surveys; COI survey	MTR and end	EERR PMU	
	Rural roads - Households	0	0	0					
<b>Output</b> C1 FA. Construction of rural roads in support of OPP	<b>Rural roads built linked to AE OPP plans</b>				22	SIIG reports, evaluation reports	Annual	EERR PMU	
	Number of km	0	0	0					
	Number of rural sections	0	0	0					10
<b>Outcome</b> C1 R2. PPAFCI in poverty conditions and their organizations that participates in spaces for dialogue on the application of policies and services for AE	<b>PPAFCI in poverty who participate in spaces for dialogue on the application of policies and services for AE systems</b>					SIIG reports ; evaluation reports	Annual	DIPROSE	
	Indigenous population - Number of people	0	1515	2526					
	Small producers (total) - Number of people	0	7577	12628					
	Women (total) - Number of people	0	3031	5051					
	Youth (total) - Number of people	0	1515	2526					
	Youth women - Number of people	0	758	1263					
	<b>SF.2.2 Households supported by the project that declare that they can influence the decision-making of local authorities and service providers</b>				63560	COI survey	Baseline, MTR and End	DIPROSE	
	Household members- Number of people	0	13922	48833					
	Households (%) - Percentage (%)	0	30	70					70
	Households (number) - Households	0	3315	11627					15133



<b>Output</b> C1 2.1 Participatory spaces for dialogue on the application of policies and services for AE systems	<b>Supported and operational multi-stakeholder platforms (participatory spaces) (CI P2)</b>				SIIG reports; evaluation reports	Annual	DIPROSE	
	Platforms - Number	0	20	20				
	Representatives of PPAFCI organizations participating in the platforms - Number of people	0	200	200	238			
	<b>Policy 2 Number of multi-stakeholder platforms supported and operational</b>				SIIG; Evaluation reports	Annual	DIPROSE	
	Platforms - Number	0	20	20	40			
<b>Output</b> C1 2.2 Roundtables develop relevant products to support EC	<b>Roundtables with development of relevant products to support AE and BE (CI, P1)</b>				SIIG	Annual	DIPROSE	
	Tables with products-Number	0	10	20				
	<b>Policy 1 Number of policy-relevant knowledge products completed</b>				SIIG	Annual	DIPROSE	
	Number - Knowledge Products	0	10	20				
<b>Outcome</b> C1 R3. Rural young people with strengthened skills for employment and entrepreneurship	<b>Rural young people with improved technical skills for employment and entrepreneurship, along lines:</b>				SIIG	Annual	DIPROSE	Rural youth express their interest in education and forming networks/OPP
	Young people with training for employment - Number of people	0	800	1300				
	Young people with training in entrepreneurship - Number of people	0	200	400				
	Young people with training in AE - Number of people	0	525	750				
	Youth (total)-Number of people	0	1525	2450				
<b>Output</b> C1 3.1 PD-J linked to incubators/accelerators	<b>PD-J linked to incubators/accelerators</b>				SIIG	Annual	DIPROSE	
	PD-J - Number	0	175	250				
<b>Output</b> C1 3.2 Youth network developed	<b>C1 3.2 Youth network developed</b>				SIIG	Annual	DIPROSE	Rural youth express their interest in forming a network
	Developed youth platform (network) - Number	0	0	1				

<b>Outcome</b> C2 R4. PPAFCI increase confidence in the use of digital innovations and developed marketing and financing alternatives	<b>PPAFCI increase confidence in the use of digital innovations and developed marketing and financing alternatives</b>				SIIG	Annual	DIPROSE		
	Small producers (total) - Number	0	5364	11920					15566
	Women (total) - Number	0	2192	4872					6226
	Youth (total) - Number	0	1609	3576					4670
	Women youth- Number	0	805	1771					2335
	Indigenous populations - Number of people	0	1073	2384					3113
<b>Output</b> C2 4.1 Digital innovations and commercial and financing alternatives developed	<b>Digital innovations developed</b>				SIIG	Annual	DIPROSE	Provincial/municipal governments provide public spaces for the commercialization of agroecological production	
	Total number of innovations - Number	0	32	32					37
<b>Outcome</b> C2 R5. Improved technological and knowledge offer for small agroecological producers	<b>Professionals, promoters, talents for AT in AE to PPAFCI strengthened (new/existing)</b>				SIIG	Annual	DIPROSE		
	Professionals, promoters and talents (total) - Number of people	0	3920	5600					
	Professionals, promoters and talents (women) - Number of people	0	1568	2240					
<b>Output</b> C2 5.1 AE education program (virtual and in- person)	<b>Programa de educación en AE, género, nutrición (virtual y presencial) desarrollado</b>				SIIG	Annual	DIPROSE		
	Program - Number	0	1	1					
<b>Output</b> C2 5.2 Trained EC service providers	<b>Trained EC service providers</b>				SIIG	Annual	DIPROSE		
	Trained EC Service Providers - Number	0	4900	7000					

## Updated summary of the economic and financial analysis

Table A  
Financial cash flow models

E C O N O M I C  A N A L Y S I S	NET INCREMENTAL BENEFITS						
	Year	Mod 1	Mod 2	Mod 3	Total Net Inc. Benefits	Total Incremental Costs	Cash Flow ('COP)
	PY1	-271947.5785	-1184832.224	-429087.525	-1885867.328	371363.6364	-2257230.96
	PY2	-487451.258	-1660998.893	-393479.8446	-2541929.996	751363.6364	-3293293.63
	PY3	-536249.8715	-1272563.641	-325168.6075	-2133982.12	578636.3636	-2712618.48
	PY4	-340306.0963	-679426.968	-220476.6488	-1240209.713	198636.3636	-1438846.08
	PY5	600108.634	1830653.66	398183.0412	2828945.335	198636.3636	2630308.97
	PY6	668947.933	2434541.876	552147.5258	3655637.335	198636.3636	3457000.97
	PY7	685488.634	2717338.461	673408.4536	4076235.549	198636.3636	3877599.19
	PY8	685488.634	2853628.732	758288.6598	4297406.026	198636.3636	4098769.66
PY9	685488.634	2853628.732	758288.6598	4297406.026	198636.3636	4098769.66	
PY10-20	685488.634	2853628.732	758288.6598	4297406.026	198636.3636	4098769.66	
		<b>VANe</b>	<b>12,720,493</b>				
		<b>TIRe</b>	<b>24.8%</b>				

Table B  
Programme costs and logframe targets

PROJECT COSTS AND INDICATORS FOR LOGFRAME							
TOTAL PROJECT COSTS (in million USD)			\$ 16,500,000	Base costs	\$ 15,624,000	PMU	\$ 876,000
Usuarios	5,832	people	22,162	Households	5,832	Organizations	12
Cost per beneficiary	\$ 2,829	USD x person	\$ 744.531	USD x HH	Adoption rates	75%	
Componets and Cost (USD million)							
Desarrollo de mercados y apoyo a las políticas del sector	\$ 15,140,000	Incrementar la resiliencia de productores de agricultura familiar y campesina e indígena, a través de la promoción y apoyo a sistemas de producción y comercialización sustentables e inclusivos en la Provincia de Entre Ríos.		- Contribuir al desarrollo productivo del sector apícola, a través de la mejora de la accesibilidad vial y de la infraestructura rural productiva.			
Desarrollo productivo, organizativo y comercial	\$ 484,000			- Mejorar el estado de los accesos a salas de extracción y apícolas, dentro del área de intervención para lograr la integración y conectividad de zonas de producción de miel.			
Gestión del Programa	\$ 876,000			- Mejorar las oportunidades de desarrollo productivo del sector apícola a través del fortalecimiento de capacidades de los beneficiarios del Programa.			
TOTAL PROJECT COSTS (in million USD)	\$ 16,500,000						

Table C  
Main assumptions and shadow prices

MAIN ASSUMPTIONS & SHADOW PRICES					
FINANCIAL	Output	Beneficios incrementales	Cantidades	Input prices	Price (\$)
Modelo: "Mejora de producción de miel fraccionada y AgroEcológica"	528%	kg	\$ 95.00	\$ 115.00	
Modelo de Emprendimiento de Jóvenes Rurales: Servicio de reparto de productos	257%	\$/kg	\$ -	\$ 100,000	
Modelo Ganadero bovino AgroEcológico con Remates on Line	83%	\$/Kg	\$ 70.00	\$ 100.00	
Modelo de Transición AgroEcológica (1ha) 100% AT	303%	\$/Kg	\$ 25.30	\$ 33.00	
Modelo "Espacio de Comercialización para una Red AgroEcológica"	15%	kg	\$ 30.00	\$ 37.50	
Modelo "Alianza productiva entre productores de tealeros de Misiones"	19%	\$/kg	\$ 0.49	\$ 0.90	
Modelo "Obra Menor de electrificación rural"	154%	\$	\$ 1,400.00	\$ 2,800.00	
ECONOMIC	Official Exchange rate (OER)	1	Discount rate (opportunity cost of capit	10%	
	Shadow Exchange rate (SER)	1.085	Social Discount rate	7%	
	Standard Conversion Factor	1.09	Output conversion factor	1.10	
	Labour Conversion factor	0.400	Input Conversion factor	0.97	

Table D  
**Beneficiary adoption rates and phasing**

BENEFICIARIOS, TASAS DE ADOPCIÓN Y FASES de INGRESO						Tasa de Adopción
	Año 1	Año 2	Año 3	Año 4	Total	75%
Modelo I: "Apoyo al crecimiento de la producción de miel AgroEcológica Entrerriana"	3	6	8	8	25	
<i>Ajustado (tasa de adopción)</i>	2	5	6	6	19	75%
Modelo II: "Fortlecimiento de Planta para la diferenciación y Valor Agregado de la miel de EERR"	4	6	6	6	22	
<i>Ajustado (tasa de adopción)</i>	3	5	5	5	17	75%
Modelo III: "Ampliación de Planta para la extracción y procesamiento de la miel de EERR"	2	2	2	2	8	
<i>Ajustado (tasa de adopción)</i>	2	2	2	2	6	75%
<b>Total de Planes de Negocio</b>					<b>55</b>	

Table E  
**Economic cash flow**

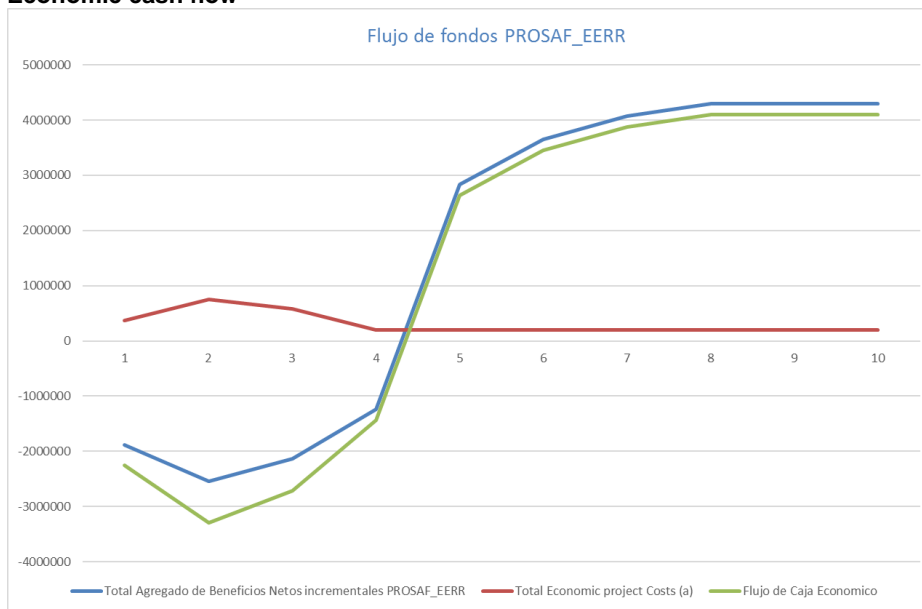


Table F  
Sensitivity analysis

<b>ANÁLISIS DE SENSIBILIDAD</b>					
Efectos	Δ%	Enlace con la matriz de riesgos	Δ%	IRR	NPV (R\$)
Base escenario				<b>24.8%</b>	<b>12,720,493</b>
Beneficios del Proyecto	-10%	Combinación de riesgos que afectan los beneficios del Proyecto	2%	<b>24.3%</b>	<b>11,189,401</b>
Beneficios del Proyecto	-20%		4%	<b>23.7%</b>	<b>9,658,309</b>
Beneficios del Proyecto	-30%		8%	<b>22.9%</b>	<b>8,127,217</b>
Costos del Proyecto	10%	Aumento de los precios de los costos	1%	<b>24.6%</b>	<b>12,979,076</b>
Costos del Proyecto	20%		4%	<b>23.9%</b>	<b>12,202,407</b>
1 año de atraso		Atrasos en la implementación del Proyecto	5%	<b>23.6%</b>	<b>10,747,880</b>
2 años de atraso			10%	<b>22.2%</b>	<b>8,954,596</b>
Precios de venta	-5%	Baja capacidad de gestión y negociación de los beneficiarios	1%	<b>24.6%</b>	<b>12,108,056</b>
Precios de venta	-10%		2%	<b>24.4%</b>	<b>11,342,510</b>
Precios de insumos	10%	Fluctuaciones de precios de mercado	2%	<b>24.4%</b>	<b>12,482,173</b>
Precios de insumos	20%		3%	<b>24.0%</b>	<b>12,243,854</b>
Tasa de adopción	-10%	El alcance del servicio de extensión es limitado, baja aceptación de las buenas prácticas, planes sanitarios y compromiso con la profesionalización.	3%	<b>24.1%</b>	<b>10,679,037</b>
Tasa de adopción	-20%		6%	<b>23.2%</b>	<b>8,637,581</b>